



GHANA

PLAN

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE
ZONE ÉCONOMIQUE
LE GHANA EN BREF**

**INDICATEURS DE CONJONCTURE
POLITIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ÉCONOMIQUES
FISCALITÉ
COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
RELATIONS INTERNATIONALES
RISQUES DU PAYS**

**COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
COVID
LE MAROC AU GHANA
SYNTHÈSE**



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

ZONE ECONOMIQUE CEDEAO

La CEDEAO (Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest) a pour objectif de promouvoir la coopération économique et politique entre les Etats. Elle est à cet égard en phase avec l’Histoire dans la mesure où les Ouest-Africains, bien avant la colonisation, ont été parmi les populations les plus mobiles au monde même si l’essentiel de cette mobilité s’est effectuée au sein de la région. Environ 7,5 millions de migrants ouest-africains (3% de la population régionale) habitent dans des pays de la CEDEAO autre que le leur. Les 1,2 million d’autres migrants sont principalement en Europe et en Amérique du Nord. Les femmes, dont le nombre a été estimé en 2013 à environ 149 millions, constituent plus de 50% de la population de la région. La migration à travers les frontières, effectuée par les femmes dans le cadre de leurs activités commerciales, fait de celles-ci des chantres potentiels de l’intégration, mais cela n’est pas encore une réalité.

Au cours de ces dernières années, la population de l’Afrique de l’Ouest a connu une forte croissance, passant de 70 millions à presque 300 millions d’habitants entre 1950 et 2010. Vers la fin de 2014, cette population représentait presque 40% de celle de l’Afrique subsaharienne. Selon les projections des Nations unies, la population de la région devrait, d’ici à 2050, atteindre 550 à 600 millions d’habitants. L’Afrique de l’Ouest est la région la plus jeune du monde. Par ailleurs, avec 5% de la population mondiale et une superficie couvrant 40% de l’Afrique subsaharienne, elle est la plus densément peuplée du continent.

ZMAO

La **zone monétaire ouest-africaine (ZMAO)** (en [anglais](#) : *West African Monetary Zone*, WAMZ) est une union fondée le [20 avril 2000](#) de cinq pays d’[Afrique de l’ouest](#) ayant pour but de fonder l’[Eco](#), une [monnaie](#) commune sur le modèle de l’[euro](#) de l’[Union européenne](#). Elle est le pendant à l’[Union économique et monétaire ouest-africaine](#) (UEMOA) qui regroupe les pays de la région utilisant le [franc CFA](#). À terme ces deux organisations devaient fusionner au sein de la [Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest](#). La nouvelle devise aurait dû émerger en 2015, mais le projet est depuis 2014 « au point mort ».

Cette organisation regroupe les pays membres de la [communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest](#) (CEDEAO) qui n’utilisent pas le [franc CFA](#).

UEMOA

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l’Union économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a pour objectif essentiel, l’édification, en Afrique de l’Ouest, d’un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d’exercice et d’établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l’ensemble du territoire communautaire.

Huit Etats côtiers et sahéliens, liés par l’usage d’une monnaie commune, le FCFA et bénéficiant de traditions culturelles communes, composent l’UEMOA : le Bénin, le Burkina, la Côte d’Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L’UEMOA couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 123,6 millions d’habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 6,1% en 2019. (Source: *INS/C. UEMOA : RSM juin 2020*)

ZMAO - VUE D'ENSEMBLE

Tous les pays membres de la Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO) sont membres de la [Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#).

La Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO) devrait être intégrée à l'[Union Économique et monétaire ouest-africaine \(UEMOA\)](#)

Les **buts** de la Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO) sont de réussir l'[intégration économique](#) de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Libéria, du Nigeria et de la Sierra Leone et la création d'une **monnaie unique ZMAO (ECO, Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest)**.

La population des pays de la Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO) : 195 millions d'ouest-africains

Tous les pays ZMAO sont **anglophones**, sauf la Guinée (francophone)

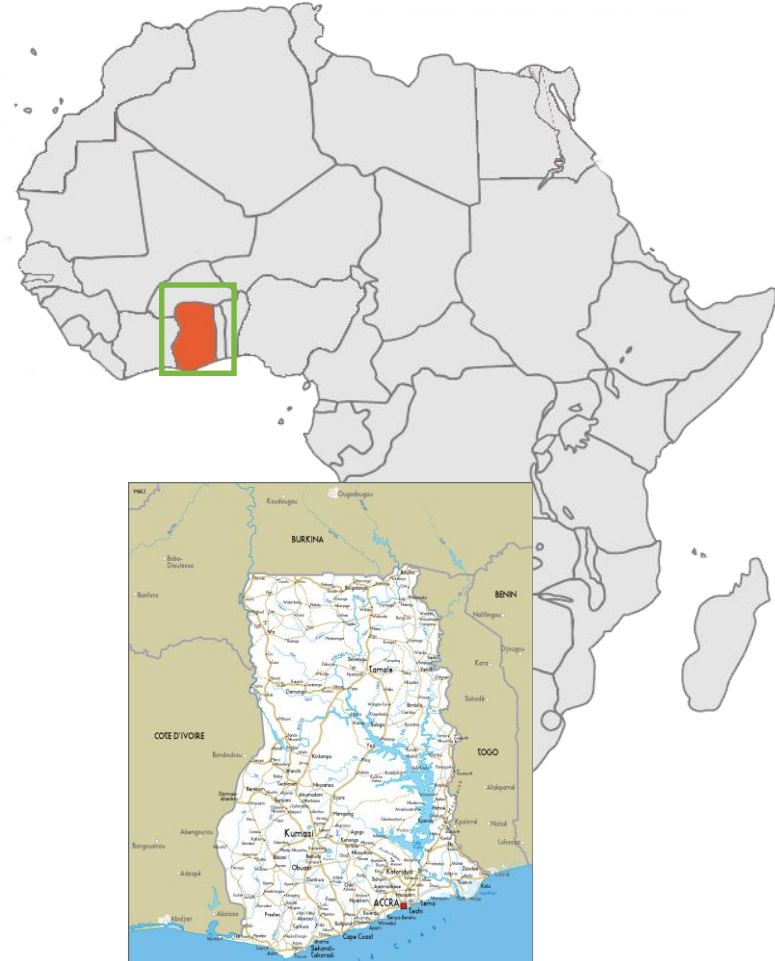
Création de la Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO) : 2000



	Ghana	Côte d'Ivoire	Sénégal	Guinée	Burkina Faso	Bénin
Évaluation pays	B	B	B	D	D	B
Environnement des affaires	B	B	B	D	C	C

1- GHANA EN BREF

- **Pays** situé en Afrique de l'Ouest
- **Superficie** : 238 540 km²
- **Population** : 30 416 856 millions d'habitants (2018) Banque Mondiale
- **Capitale** : Accra
- **Monnaie** : Cedi ghanéen (GHS)
1 GHS = 0,1707 USD, 1 USD = 5,8577 GHS
1 GHS = 0,1401 EUR, 1 EUR = 7,1391 GHS
- **Langues** : Anglais
- **Autres langues** : Asante, l'Ewe, le Fante, le Boron (Brong), le Dagomba, le Dangme, le Dagarte (Dagaba), l'Akyem, le Ga, l'Akuapem, autres
- **Pays frontaliers** : Les **pays** limitrophes du **Ghana** sont la Côte d'Ivoire à l'Ouest, le Burkina Faso au Nord et le Togo à l'Est
- **PIB 2020** : 67,34 (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **Croissance PIB 2020** : : 0,9 (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **PIB par habitant** : 2 (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **Niveau de développement** : **IDH** : 0,596 / 1 (2018).
- **Inflation** : 10,6 (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)

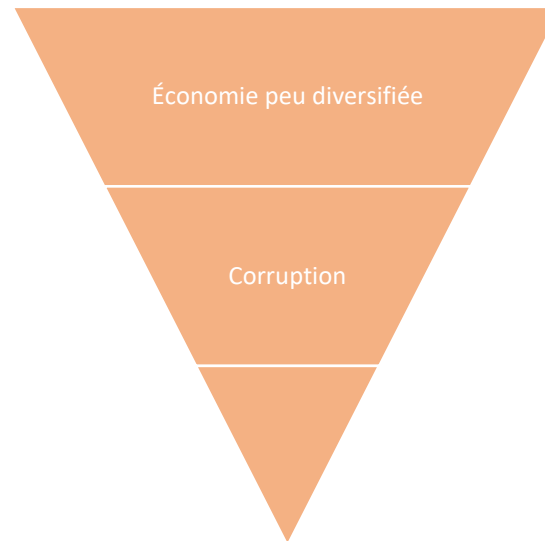
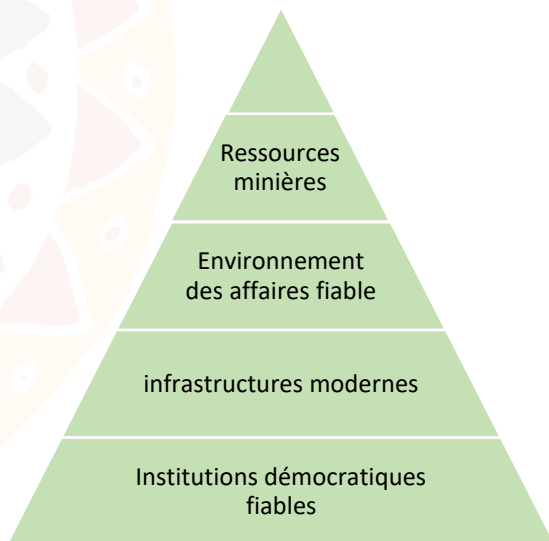


1- LE GHANA EN BREF

Avec un peu plus de 30 millions d'habitants et un PIB estimé à 59 Md EUR en 2019, le Ghana, 2ème économie de la CEDEAO derrière le Nigéria et devant la Côte d'Ivoire, a accédé à la catégorie des « pays à revenus intermédiaires ».

Pays anglophone d'une région majoritairement francophone, le Ghana dispose de nombreux atouts économiques, politiques et sociaux faisant de ce pays la 2ème économie d'Afrique de l'Ouest. Après un retour à une croissance élevée en 2017, le Ghana devrait maintenir cette dynamique pour s'imposer comme une des 1ères croissances d'Afrique Sub-Saharienne en 2021.

La remontée des cours des matières premières, l'exploitation de nouvelles zones pétrolifères, une nouvelle dynamique industrielle et agricole, l'aboutissement de plusieurs projets d'infrastructures d'envergure ainsi qu'une numérisation accrue des services justifient ce résultat.



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Politique

Liberté politique :

1/7

Libertés individuelles :

2/7

Source : [Liberté dans le monde 2019, Freedom House](#)

Au cours des deux dernières décennies, le Ghana a été une démocratie stable et prospère. Le pays se caractérise par un système multipartite bien établi et un système judiciaire indépendant. L'actuel président, Nana Akuffo-Addo, a été élu en décembre 2016, succédant à John Dramani Mahama et réélu en décembre 2020 face au même John Mahama. Le Nouveau Parti patriotique (NPP), qui est le parti au pouvoir, détient 137 des 275 sièges à l'Assemblée nationale.

Lors de son premier mandat, le président Akuffo-Addo a réussi à tenir certaines des promesses qu'il avait faites pendant la campagne. Celles-ci comprennent la plantation de nourriture et la création d'emplois et l'enseignement secondaire gratuit, la construction d'une usine dans chacun des 216 districts du pays, un barrage dans chaque village et la fourniture d'un enseignement secondaire gratuit. Cependant, certaines de ses promesses n'ont pas encore été tenues.

Liberté de la presse : 27/180

[Classement mondial de la liberté de la presse 2019, Reporters Sans Frontières](#)

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Démographie

- **Population totale** : 30 416 856
- **Accroissement naturel** : 2,2%
- **Population urbaine** : 56,3 %
- **Densité** : 131 habitants / Km2
- **Age moyen** : 20 ans
- **Espérance de vie** : Hommes: 62,7 Femmes: 64,9
- **Population active** : 11 540 000 millions (Source : Banque mondiale 2020)
- **Taux d'activité** : 77,2% (Source : OIT, Laborstat - Yearly Statistics, 2017)
- **Origines ethniques** : Akan environ 47%, Mole-Dagbon environ 17%, Ewe environ 14%, ainsi que les Ga-Dangme 7%, Gurma 6%, Guan 4%, Grusi 2%, Mande-Busanga 1%, et autres groupes environ 2%.
- **Religion** : Chrétienne 68,8%, Musulmane 15,9%, Traditionnelle 8,5%, autres 0,7%, Aucune 6,1%
- **Taux d'alphabétisation** : 57,0%



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

➤ TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : 12,5%

Source : [Firmus Advisory](#)

➤ IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS :

Impôt sur les sociétés : 25%

Sociétés pétrolières : 35%

Sociétés hôtelières : 22%

Entreprises impliquées dans des activités d'exportation non-traditionnelles : 8%

Banques prêtant aux agriculteurs et au secteur du crédit-bail : 20% (revenu tiré de ces prêts)

Taxe nationale de stabilisation fiscale (NFSL)

Elle s'applique aux : banques, institutions financières, compagnies d'assurance, sociétés de télécommunications, brasseries, compagnies maritimes, terminaux maritimes et aéroportuaires, sociétés de services de soutien minier, sociétés d'inspection et d'évaluation : 5% des revenus fiscaux avant impôts

➤ LES RETENUES A LA SOURCE : Dividendes: 8%, Intérêts: 0%-8%, Royalties: 15%.

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA FISCALITE DES ENTREPRISES

	Ghana	Afrique subsaharienne	USA	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	31,0	38,8	10,6	9,0
Temps requis pour formalités administratives (heures)	224,0	304,2	175,0	218,0
Montant total des taxes en profit %	32,4	47,0	43,8	49,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

- **IMPORTATIONS DE BIENS** : 13.411 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE BIENS** : 15.668 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **IMPORTATIONS DE SERVICES** : 10.686 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE SERVICES** : 8.746 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **Balance commerciale (hors services)** : 1.809 Millions \$ (Source : Banque Mondiale, 2018)
- **Commerce extérieur** : 71,4 % du PIB (Source : Banque Mondiale, 2019)

COMTRADE- Dernières données disponibles.

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)		Principaux fournisseurs (% des importations)	
	2019		2019
Chine	16,7%	Chine	18,2%
Suisse	14,7%	Etats-Unis	9,4%
Inde	14,2%	Royaume Uni	6,6%
Afrique du Sud	11,8%	Inde	5,6%
Pays-Bas	5,8%	Belgique	5,1%
AUTRES PAYS	36,8%	AUTRES PAYS	55,2%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017	2018	2019
Importations de biens (millions USD)	13.291	13.352	12.647	13.134	13.411
Exportations de biens (millions USD)	9.551	11.283	13.835	14.943	15.668
Importations de services (millions USD)	4.948	6.298	8.478	8.960	10.686
Exportations de services (millions USD)	5.712	6.088	6.470	7.563	8.746
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	7,9	-1,1	7,9	4,6	1,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	-0,3	14,8	16,5	10,3	6,7
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-3.144	-1.773	1.187	1.809	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	75,6	69,4	73,6	71,7	71,4
Importations de biens et services (en % du PIB)	43,6	37,5	38,4	36,4	35,4
Exportations des biens et services (en % du PIB)	32,0	31,9	35,3	35,3	36,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Principaux produits échangés

16,8 Mds USD de produits exportés en 2019	
<u>Or, y.c. l'or platiné, sous formes brutes ou...</u>	37,0%
<u>Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux</u>	31,3%
<u>Cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torr...</u>	11,0%
<u>Pâte de cacao, même dégraissée</u>	2,4%
<u>Minerais de manganèse et leurs concentrés, y.c....</u>	2,1%
Autres Produits	16,1

10,4 Mds USD de produits importés en 2019	
<u>Voitures de tourisme et autres véhicules...</u>	8,4%
<u>Véhicules automobiles pour le transport de...</u>	4,2%
<u>Riz</u>	3,6%
<u>Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulv...</u>	3,1%
<u>Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...</u>	2,3%
Autres Produits	78,4%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Investissement / Doing Business

	Ghana	Afrique subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	5,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	7,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

NOTE:

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

**** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2017	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	3.255	2.989	2.319
Stocks d'IDE (millions USD)	33.137	36.126	38.445
Nombre d'investissements greenfield*	31	30	45

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Relations avec la communauté financière internationale

Relations avec l'Union européenne

Le 15 décembre 2016, une notification concernant l'application provisoire de l'accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana et la Communauté européenne a été publiée dans le journal officiel de l'Union européenne. En effet, cet APE qui se fonde sur l'Accord de Cotonou de 2000 entre les pays ACP (Afrique – Caraïbes – Pacifique) et l'UE favorise le Ghana et tient compte de la différence de développement entre les deux régions. Alors que l'UE ouvre entièrement son marché dès le premier jour, le Ghana diminuera ses tarifs douaniers sur les importations progressivement et partiellement sur une période déterminée

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A22016A1021%2801%29>

Objectif : Accorder au Ghana un **accès favorable continu au marché de l'Union européenne (UE)** dans le cadre d'un accord bilatéral compatible avec les règles de l'[OMC \(Organisation mondiale du commerce\)](#); proposer un **accord à long terme pour stimuler le commerce et les investissements** entre le Ghana et son plus important partenaire commercial, l'UE, en contribuant de cette manière au développement économique du Ghana.

3- RISQUES DU PAYS

Commerce

LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Le Ghana est membre de l'Organisation mondiale du commerce et de la CEDEAO. Il a également signé de nombreux accords de partenariat. Les droits de douane ne sont pas si élevés mais ils s'appliquent à tous les produits importés. L'importation de certains produits tels que le savon au mercure, les déchets dangereux ou les produits contaminés est interdite. De plus, depuis février 2016, le Ghana utilise les tarifs douaniers extérieurs communs pour harmoniser ses tarifs douaniers avec la CEDEAO. En août 2016, il a ratifié l'accord économique et de partenariat avec l'Europe. Ce partenariat peut considérablement améliorer les opportunités d'exportation vers l'Europe. Ses responsables ont rencontré leurs pairs européens en janvier 2018 pour créer un comité mixte qui évaluera leurs opportunités commerciales. L'Union européenne soutient également le programme «Beyond Aid» du Ghana visant à remodeler la dynamique commerciale entre le pays et les économies développées. Son commerce extérieur est principalement basé sur trois produits, l'or, le cacao et le pétrole. Selon les données de l'OMC, le Ghana a exporté des marchandises pour une valeur totale de 14,86 milliards de USD, alors qu'il a importé des marchandises d'une valeur totale de 13,08 milliards de USD. En ce qui concerne les services, le Ghana a exporté pour 7,42 milliards de dollars de services en 2018 alors qu'il a importé pour 9,01 milliards de services

L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

GHANA et l'OMC. https://www.wto.org/english/thewto_e/countries_e/ghana_e.htm

Le Ghana est vraiment ouvert au commerce extérieur qui représentait 71,7% du PIB en 2018 (Banque mondiale). Le gouvernement veut créer un environnement économique qui facilite le développement du secteur privé garantissant ainsi des échanges transparents et favorisant la compétitivité sur les marchés étrangers.

3- RISQUES DU PAYS

Investissement

Créer une entreprise	Ghana	Afrique subsaharienne
Procédures (nombre)	8,00	7,80
Temps (jours)	14,00	27,30

Sources : Doing business / <https://www.doingbusiness.org/en/data/exploreeconomies/ghana/starting-a-business>

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	28,5	22,2	49,4
Valeur ajoutée (en % du PIB)	17,3	32,0	44,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,6	6,4	7,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

3- RISQUES DU PAYS

Covid-19

ITEM	LIEN / info
ÉVOLUTION ÉPIDEMIE COVID 19	https://www.ghanahealthservice.org/covid19/
MESURES SANITAIRES	https://www.ghanahealthservice.org/covid19/cancelled.php
RESTRICTIONS SANITAIRES	https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/03/flash-alert-2020-094.html
RESTRICTIONS IMPORT/EXPORT	https://www.macmap.org/covid19
PLAN DE RELANCE	https://www.ccifrance-ghana.com/fileadmin/cru-1588064725/ghana/user_upload/12-Statement_Monday-Final.pdf.pdf
PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	https://www.ccifrance-ghana.com/fileadmin/cru-1588064725/ghana/user_upload/12-Statement_Monday-Final.pdf.pdf
PLAN DE SOUTIEN AUX EXPORTATEURS	http://www.moti.gov.gh/

3- RISQUES DU PAYS

Le Ghana a enregistré une croissance de 7,5% de son PIB en 2019 (FMI). Malgré de nouvelles découvertes potentielles de pétrole et une croissance du secteur minier, elle tombera à 1,5 % en 2020, en raison de l'apparition de COVID-19 et augmentera à 5,9 % en 2021, selon les dernières prévisions du FMI (avril 2020).

En 2019, le Ghana a fait face à une dépréciation du Cedi. Néanmoins, l'inflation était de 7,2%, près du centre de la fourchette cible de la Banque du Ghana (BoG). Le taux d'inflation devrait augmenter à 9,7 % en 2020 et diminuer légèrement à 8,5 % en 2021 (World Economic Outlook du FMI d'avril 2020). Le déficit global a atteint 7% du PIB en raison de revenus inférieurs aux prévisions, de dépenses consacrées à des programmes phares et de dépenses de sécurité imprévues liées aux nouveaux défis en matière de sécurité dans la région. La dette publique brute a atteint 63,8% du PIB du pays, en partie à cause des coûts exceptionnels du secteur énergétique et financier. Bien que le programme de financement conclu avec le FMI ait été interrompu, le gouvernement a déclaré que les réformes visant à lutter contre la corruption, à améliorer les performances fiscales et les investissements privés devaient être poursuivies. Des coupures de courant récurrentes ont conduit le gouvernement ghanéen à lancer une stratégie de diversification énergétique, principalement en augmentant la part des énergies renouvelables et en construisant des centrales nucléaires. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est engagée à offrir son assistance technique en mars 2017, le pays ayant créé une autorité de réglementation nucléaire indépendante et promulgué une loi nucléaire. Pour 2020, le Ghana entend ramener son déficit à 6,4% du PIB, et le pays vise un déficit de 5% du PIB à moyen terme. Mais cette prévision peut être affectée négativement par des facteurs tels que les pressions sur les dépenses avant les élections de 2020, les difficultés de financement et la hausse des coûts du secteur énergétique et financier. D'autre part, le FMI estime que le pays pourrait bénéficier de nouvelles découvertes de pétrole, de la hausse des prix du cacao et d'une diversification rapide résultant des efforts d'industrialisation des autorités.

4- MAROC / GHANA

Accords récents



Le Maroc est décidé à renforcer ses liens avec l'Afrique. Moins d'un mois après la réintégration du Royaume à l'**Union Africaine**, le Roi **Mohammed VI** a entamé hier 16 février 2017 une tournée dans plusieurs pays d'**Afrique**.

Première étape, le **Ghana**. Le Souverain accompagné de SA le Prince **Moulay Ismail** et le président de la République du **Ghana, Nana Akufo-Addo**, ont présidé, vendredi 17 février 2017 au Palais présidentiel à **Accra**, la cérémonie de signature de 25 **accords gouvernementaux** et ceux relatifs au **partenariat public-privé** dans différents domaines de coopération entre les deux pays. Ces accords concernent l'investissement, l'évasion fiscale, l'agriculture, l'industrie, l'environnement, l'assurance et la réassurance, les énergies renouvelables, la coopération scientifique et technique, le tourisme, les infrastructures et le transport.

4- MAROC / GHANA

Accords récents

- **Mémorandum d'entente pour l'ouverture de négociations en vue d'un accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements**, signé par le ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaid, et la ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale, Shirley Ayorkor Botchwey.
 - **Convention de non double imposition et de prévention de l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**, signé par le ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaid, et le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta.
 - **Accord portant offre intégrée de soutien aux petits agriculteurs**, signé par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime, Aziz Akhannouch, et le ministre de l'Agriculture et de la Nourriture, Owusu Afriyie Akoto.
 - **Protocole de coopération industrielle**, signé par le ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique, Moulay Hafid Elalamy, et le ministre du Commerce et de l'Industrie, Alan Kyerematen.
 - **Mémorandum d'entente entre l'Institut marocain de normalisation (Imanor) et l'Autorité ghanéenne de normalisation (GSA)**, signé par le ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique, Moulay Hafid Alami, et le ministre du Commerce et de l'Industrie, Alan Kyerematen.
- 2- Accords partenariat public-privé*
- **Mémorandum d'entente pour la mise en place d'un conseil d'affaires maroco-ghanéen**, signé par la présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), Miriem Bensalah-Chaqroun, et le président de la Chambre nationale du commerce et de l'industrie du Ghana, Nana Dr Appiagyei Dankawoso.

4- MAROC / GHANA

Accords récents

- **Engagement du secteur privé mondial en faveur de l'action climatique**, signé par la présidente de la CGEM et le président de la Chambre nationale du commerce et de l'industrie du Ghana.
- **Mémorandum d'entente portant sur l'accompagnement des entreprises membres de la Chambre nationale du commerce et de l'industrie du Ghana** en termes de financement, d'accompagnement à l'international et d'aide à la création de partenariats stratégiques, signé par le président de Bank Of Africa, Othman Benjelloun, et le président de la Chambre nationale du commerce et de l'industrie du Ghana.
- **Mémorandum d'entente relatif au financement des besoins d'investissement et de trésorerie des entreprises ghanéennes membres de l'Association of Ghana Industries** ainsi que leur accompagnement dans leur processus de développement à l'international à travers le réseau de la banque en Afrique et en Europe, signé par le président de Bank Of Africa et le président de l'association des industries de Ghana, James Asare-Adjei.
- **Mise à disposition d'une ligne de financement par Bank of Africa au profit d'Electricity Company of Ghana** de 10 millions de dollars pour développer les capacités techniques en vue d'améliorer le taux d'électrification au Ghana, signée par le président de Bank Of Africa et le PDG d'Electricity Company of Ghana, Robert Dwamena.
- **Accord de coopération technique en matière d'assurance et de réassurance**, signé par le président de la fédération d'assurance et de réassurance, Mohamed Hassan Bensalah, et la présidente de l'association d'assurance ghanéenne, Aretha Duku.
- **Mémorandum d'accord entre Attijariwafa bank et GCB BANK Ltd**, signé par le PDG Attijariwafa Bank, Mohammed Kettani, et le directeur général GCB Limited, M. Samuel Sarpong.

4- MAROC / GHANA

Accords récents

- **Mémorandum d'entente relatif à la mise en place d'une coopération générale, support des opérations de commerce extérieur et "risk sharing"** entre le Maroc, le Ghana et les différents pays d'implantation du groupe Banque Centrale Populaire, signé par son DG, Mohamed Benchaaboun, et le manager de Cal Bank, Franc Adu.
- **Mémorandum d'entente portant sur le financement de la petite agriculture**, signé par le président de Crédit Agricole du Maroc, Tariq Sijilmassi, et le membre du directoire d'agriculture development bank (ADB), James Agbedar.
- **Mémorandum d'entente portant sur le développement de projets d'énergies renouvelables au Ghana**, signé par le président du directoire agence marocaine des énergie renouvelables, Mustapha Bakkoury, et le secrétaire exécutif, Dr. Alfred Ofosu Ahenkorah.
- **Mémorandum d'entente de coopération scientifique et technique entre l'Onhym et la Commission minéral du Ghana**, signé par le DG de l'Onhym, Amina Benkhadra, et le DG de la Commission minérale du Ghana, Dr Toni Obyynn.
- **Mémorandum d'entente entre l'Office national marocain du tourisme et Ghana investment promotion center**, signé par le DG de l'ONMT, Abderrafia Zouitene, et le DG du centre, Yoofi Grant.
- Mémorandum d'entente relatif à la mise en place d'un cadre de coopération bilatérale portant sur un **échange d'expertise** dans les domaines de l'exploitation, concession, technique, montage financier, formation..., signé par le président de **TMSA**, Fouad Brini, et le secrétaire exécutif de **Ghana free zones board**, Michael Okyre Baafi.
- [Mémorandum d'entente entre Ithmar capital et le fond ghanéen d'investissement dans les infrastructures](#), signé par le DG d'**Ithmar Capital**, Tarik Senhaji, et le PDG de **The Ghana infrastructure investment fund**, Steve Nartey.

4- MAROC / GHANA

Accords récents

- **Partenariat stratégique entre Ithmar capital et le fond ghanéen d'investissement dans les infrastructures**, signé par le DG d'Ithmar capital et le PDG de The Ghana infrastructure investment Fund.
- **Mémorandum d'entente pour le développement de l'assurance agricole**, signé par le président de Mamda-MCMA, Hicham Belmrah, et le Management board member state insurance corporation, Farih Elias Attrikie.
- **Mémorandum d'entente entre Mamda RE et Ghana RE**, signé par le président de Mamda-MCMA et le DG de Ghana Reinsurance, Mr. Seth Nyamadi.
- **Mémorandum d'entente en vue de rapprocher les marchés des capitaux des deux pays** dans le financement des PME par le marché, la certification des professionnels du marché, l'éducation financière du public, l'encouragement des investissements transfrontaliers entre le Maroc et le Ghana et la promotion de la finance durable, signé par la présidente de l'AMMC, Nezha Hayat, et le DG par intérim de Securities and exchange commission du Ghana, Alexander Williams.
- **Mémorandum d'entente portant sur l'échange d'expérience et d'expertise à travers des échanges de cadres entre la Bourse de Casablanca et Ghana stock exchange**: Organisation de formations et d'événements conjoints, double-cotations entre les deux places boursières, efforts d'harmonisation des réglementations en vue de faciliter l'intégration des marchés boursiers des deux pays, signé par le DG de la Bourse de Casablanca, Karim Hajji, et le PDG de Ghana stock exchange, Kofi S. Yamoah.
- **Mémorandum d'entente entre SNTL et Cap 3 Services Ltd Oil & Gas**, signé par le DG de SNTL Group, Mohamed Benouda, et le PDG de Cap 3 Services, Jérémie Wilson

| 4- MAROC / GHANA

Les entreprises marocaines au GHANA

Plusieurs entreprises marocaines issues de secteurs divers interviennent dans la politique d'expansion économique continentale.

OCP Group Extraction et commercialisation du phosphate et des produits dérivés. Compléments alimentaires pour le bétail

Addoha Immobilier

Ciments de l'Atlas Cimenterie

Sanlam PanAfrica Compagnie d'assurance

Bank of Africa Opérations bancaires et parabancaires

Attijariwafa Bank Groupe bancaire partenaire de la banque ghanéenne GCB Bank

5- SYNTHÈSE

Selon le [Rapport sur l'investissement dans le monde 2020](#) de la CNUCED, les flux d'IDE au Ghana sont passés de 3 millions à 2,3 millions USD entre 2018 et 2019. Le stock d'IDE a atteint 38,5 millions USD en 2019. L'exploitation minière et l'exploration pétrolière sont les principaux secteurs qui attirent des IDE. Le pays accueille des sommets annuels (Ghana Investment Summit) pour se positionner comme plaque tournante en Afrique de l'Ouest pour les investisseurs étrangers.

La Chine a le plus grand nombre de projets d'investissement enregistrés auprès des institutions ghanéennes, suivie par l'Inde, le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud, la Turquie, la Mauritanie et la France.

Les autorités du Ghana ont poursuivi leurs efforts pour simplifier les procédures complexes et longues tout en offrant des incitations fiscales. De plus, le Ghana est l'un des pays les plus démocratiques d'Afrique et compte une main-d'œuvre importante et peu coûteuse, une base agricole substantielle, de nombreuses ressources naturelles et des institutions stables. C'est également l'une des économies les plus ouvertes à la prise de participation étrangère dans la région. Cependant, la bureaucratie lourde, la faible productivité, les services de financement coûteux et difficiles à obtenir, les infrastructures de transport sous-développées, les lois sur la propriété ambiguës, les coupures fréquentes d'électricité et d'eau et une main-d'œuvre non qualifiée sont les principaux facteurs qui entravent les IDE. Dans le [rapport Doing Business 2020](#) de la Banque mondiale, le Ghana se classait au 118^e rang mondial pour la facilité de faire des affaires, perdant quatre places par rapport à l'année précédente. En 2019, le gouvernement a annoncé qu'il mettrait en œuvre dix réformes majeures pour sécuriser davantage d'investissements étrangers. Les mesures comprennent la dématérialisation des processus fiscaux, juridiques et d'enregistrement des entreprises. De plus, la délivrance des permis de construction, des permis d'exploitation et des numéros d'identification sera automatisée et numérisée.

Des coupures de courant récurrentes ont conduit le gouvernement ghanéen à lancer une stratégie de diversification énergétique, principalement en augmentant la part des énergies renouvelables et en construisant des centrales nucléaires. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est engagée à offrir son assistance technique en mars 2017, le pays ayant créé une autorité de réglementation nucléaire indépendante et promulgué une loi nucléaire. Pour 2020, le Ghana entend ramener son déficit à 6,4% du PIB, et le pays vise un déficit de 5% du PIB à moyen terme. Mais cette prévision peut être affectée négativement par des facteurs tels que les pressions sur les dépenses avant les élections de 2020, les difficultés de financement et la hausse des coûts du secteur énergétique et financier. D'autre part, le FMI estime que le pays pourrait bénéficier de nouvelles découvertes de pétrole, de la hausse des prix du cacao et d'une diversification rapide résultant des efforts d'industrialisation des autorités.

Le Ghana maintient une forte croissance, tirée par ses performances économiques. Cependant, de nombreuses inégalités continuent de se développer parmi la population, en raison de la pauvreté élevée et du chômage. Le pays était classé 142^e dans l'IDH mondial 2019. De plus, selon les estimations de la Banque mondiale, le taux de chômage dans le pays était d'environ 6,8% en 2019.